

Sécurité : la voie de droite est sans issue

Dans le dernier numéro du journal municipal, l'édito du Maire, la tribune de son groupe et quatre pages sont consacrées à la sécurité. Mais à faire des hypothèses erronées, on arrive à une conclusion erronée : ce n'est pas la sécurité qui apporte la liberté, mais la liberté et l'égalité qui apportent la sécurité.

Au point de vue institutionnel, la sécurité n'est pas définie. La Constitution y fait référence dix fois, dont neuf au sujet de... la sécurité sociale. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme n'en parle pas plus. Celle de 1789, pas du tout. Elle fait appel à la sûreté, mais ce n'est pas la même chose : il s'agissait de ne pas être arrêté par le fait du prince. Et pourtant, à cette époque, les rues étaient bien plus dangereuses qu'aujourd'hui.

La sécurité est un sentiment subjectif qui ne relève pas de la raison mais d'une perception. C'est le fait de ne pas redouter de danger ou de menace, ni pour soi, ni pour les autres, ni pour les biens.

On nous annonce encore plus de vidéosurveillance alors que les conclusions d'études aux États-Unis, en Australie, en Grande-Bretagne ou en France, y compris par les forces de police, ont montré une efficacité extrêmement faible.

Cerise sur la caméra, le Maire installe la « Lecture Automatique des Plaques d'Immatriculation ». Tous surveillés, tous coupables. Où sont les grands principes de la liberté de circulation ? Souriez, vous êtes filmés et méfiez-vous de vos voisins.

Nous n'oublions pas nos concitoyens qui ont été, ou seront, victimes d'un délit. Simplement, la vidéosurveillance n'empêche rien. La sécurité est une affaire humaine. Un policier qui fait des rondes dans la rue est bien plus efficace qu'une caméra. Sa simple présence suffit, sans être harnaché comme un Robocop.

La sécurité est liée à d'autres principes : sauvegarde de la dignité humaine, du droit aux soins, à l'éducation, au logement, à l'emploi... reposant sur l'obligation pour la collectivité humaine de mettre les individus en situation de pourvoir à leurs besoins. Ce ne sont pas les coupes budgétaires qui nous le garantiront...

Montigny Solidarité
contact@montigny-solidarite.fr - a.hetier@montigny78.fr - d.nadeau@montigny78.fr